

2 Politique

100 premiers jours du gouvernement/Au lendemain de la remise du rapport au chef de l'Etat

Quels enseignements tirer ?

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Au cours d'une cérémonie plutôt sobre, avant-hier mercredi au palais de la présidence de la République, le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, a remis au président Ali Bongo Ondimba, le rapport des cent premiers jours de son gouvernement. Un document qui traite de l'exécution du programme d'actions prioritaires, 172 au total, définies par l'équipe gouvernementale. Comme c'est souvent le cas dans ce genre de projet, il y a eu des hauts et des bas. Toutes choses qui suscitent certaines leçons susceptibles, si elles sont assimilées, de permettre de mieux envisager l'avenir.

A peine nommé Premier ministre chef du gouvernement, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet avait presque créé la surprise en rendant public un programme d'actions prioritaires à exécuter dans le cadre des cent premiers jours de son équipe. Une initiative inédite que certains avaient jugée osée, tant aucune contrainte légale ne l'y obligeait. Et ce d'autant plus que tous ses prédécesseurs, à pareille période, avaient



Photo : DR

Le gouvernement, dont on voit ici certains membres, devrait militer pour plus de transparence dans l'action publique.

généralement préféré se consacrer à la préparation du passage devant l'Assemblée nationale, dans le cadre de la Déclaration de politique générale. Un exercice qui, lui, est prévu par la Constitution. Le rendez-vous d'avant-hier mercredi au palais de la présidence de la République, montre que le locataire de l'immeuble du 2-Décembre et les siens ont tenu bon. Le rapport de l'exécution dudit programme a été remis au chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Histoire de l'édifier sur ce qui a été fait, ce qui en cours, et ce qui n'a pas pu être lancé...

Dans l'ensemble, il s'agissait de 172 actions prioritaires que le gouvernement devait réaliser en cent jours. Celles-ci concernaient plusieurs do-

maines : politique, économie, social, sport, etc. Plus de la moitié des ministères, sinon tous si on considère les projets transversaux, étaient donc engagés. Au terme des cent jours, si l'on s'en tient au résumé fait par Franck-Emmanuel Issoze Ngondet devant le président Ali Bongo Ondimba, on retiendra que 36 actions ont été intégralement réalisées ; 120 sont en cours d'exécution ; et 16 n'ont pas connu un début de réalisation.

Selon le Premier ministre, les actions entièrement réalisées "relèvent essentiellement des domaines des infrastructures, de la diplomatie, de l'économie, de l'eau et l'énergie, du dialogue politique, du travail, de la promotion des investissements, du budget et



Photo : l'union

Le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, le jour de la présentation du programme d'actions prioritaires des cent premiers jours du gouvernement.

des sports". Celles en cours couvrent, pour leur part, les secteurs de "l'habitat, de la prévoyance sociale, de l'économie numérique, de l'économie forestière, de la santé, de l'égalité des chances, de l'agriculture, de la promotion des moyennes entreprises (PME), et de la fonction publique".

Pour justifier les manquements et autres retards enregistrés, le chef du gouvernement a évoqué "l'inertie de certaines structures administratives et surtout l'indisponibilité des ressources budgétaires"...

RELATION DE CONFIANCE

• Dans tous les cas, le Premier ministre a reconnu, sans doute en guise d'enseignement déjà, que "cet exer-

cice aura permis de réaliser combien il apparaît utile pour le gouvernement de faire périodiquement le point, de préférence tous les trois mois, sur son action afin d'identifier les zones de performance évidentes, les difficultés rencontrées et les ajustements nécessaires à faire".

Dans cet esprit on peut aussi noter, avec certains analystes, que les résultats auraient sans doute été meilleurs si le gouvernement ne s'était pas engagé sur un nombre trop élevé d'actions difficiles à être portées toutes simultanément. Surtout dans un contexte de crise économique, politique et sociale. Il faudra à l'avenir faire montre de réalisme et de prudence. De même, pour

plus d'efficacité dans un tel exercice, le gouvernement devrait veiller à ce que les actions priorisées fassent préalablement l'objet d'un chiffrage et d'une évaluation de leur soutenabilité budgétaire au regard des ressources réellement disponibles. Tout comme le gouvernement devrait dorénavant ne retenir comme projets prioritaires que ceux disposant d'un plan d'action, d'un calendrier et d'un financement clairement identifiés et jugés soutenables par les responsables des administrations compétentes... Dans le même souci de transparence dans l'action publique, il serait souhaitable que chaque membre du gouvernement fasse publiquement la lumière sur le niveau d'exécution des actions prioritaires de son département ministériel. A l'avenir, le gouvernement pourrait aussi susciter un "feed-back" auprès des populations, principales destinataires desdites actions. Histoire de recueillir également ce que celles-ci considèrent comme actions prioritaires pouvant directement impacter leur quotidien. Ce qui répondrait au souci de transparence dans l'action publique. Cela cadre avec l'objectif d'établir une "relation de confiance renforcée avec le citoyen".

Ecole d'état-major

Sortie de la 18e promotion

SM

Libreville/Gabon

Ils sont au total 57 officiers issus de quinze pays d'Afrique sortis, hier, de l'école d'état-major de Libreville. Au terme de cinq mois de formation. Cette 18e promotion porte le nom du président de l'Assemblée nationale Richard-Auguste Onouvié, ainsi que la Place d'armes de ladite école.

L'ÉCOLE d'état-major de Libreville a prêté son cadre, hier, à la cérémonie de baptême et de remise d'insignes militaires à 57 officiers nouvellement sortis de cette institution. Celle-ci s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée nationale, Richard-Auguste Onouvié, du ministre des Affaires présidentielles et de la Défense nationale, Étienne Massard Kabinda, et du représentant de l'ambassadeur de France au Gabon. Le commandant de l'École d'État-major était également présent, ainsi que plusieurs autres officiers supérieurs, et de nombreux invités.

originaux de plusieurs pays d'Afrique, ces officiers constituent la 18e promotion formée par cette école



Photo : Joe Manianga

Le ministre en charge de la Défense nationale, lors de son allocution.



Photo : Joe Manianga

Richard-Auguste Onouvié décorant un de ses fil-
leuls.

militaire, depuis sa création. Elle a ainsi été baptisée du nom du président de l'Assemblée nationale. Il s'agit donc de la "Promotion Richard-Auguste Onouvié". De même que la Place d'armes de ladite école portera également le nom du président de la Chambre haute du Parlement gabonais.

Cinq mois durant, ces élèves militaires ont suivi une formation "intense", basée sur l'acquisition des savoirs, savoir-faire et savoir-être d'un officier d'état-major, au sein d'un poste de commandement opérationnel national ou multinational. Celle-ci s'est ponctuée par un voyage d'étude au Tchad, afin de permettre à ces stagiaires



Photo : Joe Manianga

Photo de famille entre officiers et récipiendaires, au terme de la cérémonie.

d'affiner de façon pratique, leurs réflexes en état-major, sur un théâtre réel d'opération avec la force BAR-

KHANE. Comme on peut l'imaginer, les récipiendaires ont reçu des autorités présentes, des

félicitations pour leurs résultats plutôt satisfaisants. «Ces diplômés d'état-major que vous recevez ce jour, sont la

juste récompense du travail acharné que vous avez abattu tout au long de votre parcours académique», a rappelé leur parrain. Et de les rassurer, «nantis de ce sésame, vous appartenez désormais à l'élite militaire africaine». Non sans ajouter : «Je reste convaincu qu'au-delà de l'obtention du diplôme, vous saurez, tout au long de votre carrière développer le sens des responsabilités, la loyauté à toutes épreuves, le goût inlassable de l'effort et le dévouement à la cause qui vous a décidé à choisir la carrière militaire.» Pour rappel, l'école d'état-major est né de la volonté du Gabon et de la France, de créer un pôle d'excellence visant à dispenser l'enseignement militaire supérieur du premier niveau. «Cette école, rappelle le représentant de l'ambassadeur de France au Gabon, a déjà formé près de 700 officiers de 22 nationalités différentes, aux techniques d'état-major». Aussi se caractérise-t-elle à la fois par la dimension internationale du recrutement des stagiaires qui y sont formés, et par son niveau d'exigence pédagogique. Elle a vocation à contribuer de manière significative à l'intégration du continent africain.